Section locale : _____

Élément : _____

syndicatafpc.ca

Monsieur le ministre,

RESPECTEZ NOS DROITS!

La Cour suprême du Canada a statué que la négociation collective fait partie du droit à la liberté d'association inscrit dans la *Charte canadienne des droits et libertés*.

Or, la loi d'exécution du budget déposée récemment par le gouvernement conservateur enfreint notre droit de négociation collective.

Nous, soussignés, **vous demandons de respecter notre droit de négocier collectivement**.

VEUILLEZ INSCRIRE LES RENSEIGNEMENTS SUIVANTS EN LETTRES MOULÉES.

Prénom	Nom	Ville	Code postal	Signature